

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

~~101129~~  
SECRÉTARIAT JURIDIQUE

N° 5968 C°

Service Central :

Région : S. G. F.

OBJET DE LA CONSULTATION

Autorisation de réunir l'Assemblée générale  
question posée par S. G. F.

Références :

Observations :

D. N° S. 968 C° ; Aff. : Assemblée générale de la Société nationale des chemins de fer français

*Français*  
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DES CHEMINS DE FER ~~DE L'ÉTAT~~

(HABITATIONS POUR LE PERSONNEL)

**S.I.C.F. (~~S.I.C.E.~~)** Y.V.

Société Anonyme au Capital de ~~VINGT SIX MILLIONS~~ de Francs  
*22.580.000*

N° 162

CHÈQUES POSTAUX PARIS 1311-57 — R. C. SEINE 230.511 B

~~— SIÈGE —~~  
~~— 20, RUE DE ROME (85) —~~

~~BUREAUX :~~

~~72 bis, RUE D'AMSTERDAM (9)~~

~~Tél. : Trinité 78-78~~

**SIÈGE ET BUREAUX :**

155, Rue Cardinet

PARIS - 17°

Tél. : MARcadet 09-22

PARIS, LE 3 mars 19 42

Monsieur COLOMBEL  
Inspecteur Principal  
Service du Contentieux - S.N.C.F.

45 rue St-Lazare, 45

PARIS

Cher Monsieur,

Nous avons reçu de la Fédération des Sociétés d'Habitations à Bon Marché, une note nous rappelant que nous devons demander à la Préfecture de Police, l'autorisation de réunir nos Assemblées Générales.

Estimez-vous que cette autorisation soit vraiment nécessaire et la demanderez-vous au moment de l'Assemblée Générale de la S.I.C.A.L. ?

Il me paraît raisonnable de n'avoir, en ce qui concerne nos Sociétés, qu'une règle de conduite et c'est pourquoi je vous adresse cette petite consultation avant d'agir.

Je vous remercie de la réponse que vous voudrez bien me faire et vous prie de croire, Cher Monsieur, à mes sentiments les meilleurs.

*Signature*  
*Lagrange*

*J'ai reçu ce que  
verbalement M. Lagrange  
le  
4 mars.*